

Le budget—M. Frith

César. Le taux de chômage a baissé. Il est toujours beaucoup trop élevé, mais il a diminué.

• (1640)

Toutefois, j'exhorte le gouvernement à ne pas abandonner les régions, car elles s'attendent à ce que le gouvernement fédéral leur donne leur part du gâteau. Voilà le hic. Le gouvernement veut confier au secteur privé le soin de relancer l'économie. Il refuse que le secteur public joue son rôle et contribue au redressement de l'économie. Mais il se trompe.

On ne peut s'attendre que l'INCO ou la Falconbridge deviennent à elles seules le fer de lance de notre économie. McMillan Bloedel ne peut à elle seule soutenir la reprise du secteur forestier en Colombie-Britannique. Le secteur privé est incapable, seul, de remettre sur pied l'économie de l'Atlantique. Le gouvernement fédéral doit agir comme modérateur, afin que les citoyens de l'Atlantique et ceux de Sudbury obtiennent leur part du gâteau. On ne peut pas les expédier à Toronto pour qu'ils cherchent du travail. Est-il possible de recycler dans la technologie de pointe le mineur en chômage de 43 ans qui a de jeunes enfants et n'a pas dépassé l'école secondaire, pour qu'il se trouve ensuite un emploi dans l'agglomération torontoise? Bien sûr que non, et l'on a tort de vouloir que le secteur privé s'en charge.

A chaque fois que l'on crée des programmes d'aide économique directe sans tenir compte des besoins régionaux, on favorise l'urbanisation tout en délaissant les principes sur lesquels ce pays a été bâti il y a 118 ans. C'est dans cette perspective qu'il faut aussi débattre le budget que le gouvernement nous a donné hier soir.

Il y a un autre domaine où le gouvernement se trompe. C'est avec beaucoup de fierté qu'il signale que le déficit budgétaire est maintenant inférieur à 30 milliards de dollars. Il n'y a pas de quoi se réjouir, monsieur le Président. Depuis son arrivée au pouvoir, le 17 septembre 1984, le déficit fédéral a augmenté de 23 p. 100. Peut-on rejeter complètement le blâme sur le gouvernement libéral précédent? La réponse est non. Le gouvernement a hérité d'un déficit budgétaire de 32 milliards de dollars et il l'a accru. Il s'attend maintenant à ce que les Canadiens applaudissent ses efforts tendant à faire baisser le déficit à moins de 30 milliards de dollars.

Comment est-on parvenu à cette réduction? Est-ce grâce à une réduction des dépenses? Le gouvernement tente de convaincre les Canadiens qu'il a réussi de façon remarquable à réduire les dépenses. Or, depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir, le 17 septembre 1984, les dépenses ont augmenté de 7.2 milliards de dollars. Le gouvernement a réussi à obtenir pour 1986 un déficit budgétaire prévu inférieur à 30 milliards de dollars en faisant supporter aux Canadiens à revenu moyen la plus forte augmentation d'impôt de notre histoire. C'est cela la réalité.

Le gouvernement demande aux Canadiens à revenu moyen, qui ont déjà payé l'année dernière 38 milliards de dollars en impôt sur le revenu, d'accepter une augmentation de 16 milliards de dollars en une année. Ce sont là les chiffres utilisés par le ministre des Finances. En effet, d'une part, le gouvernement demande aux Canadiens à revenu moyen de subir une

augmentation d'impôt extrêmement lourde, et d'autre part, il laisse les sociétés s'en tirer en payant toujours moins d'impôts. A mon avis, voilà le problème auquel se heurte ce budget. Le gouvernement court à l'échec dans ce domaine clé, alors que les Canadiens jugeront de l'équité de ce budget qui demande aux Canadiens à revenus moyen et faible de supporter tout le fardeau de la réduction du déficit et laisse le secteur privé, les sociétés, s'en tirer sans rien payer.

Tous les groupes intéressés par la réforme de la politique sociale au Canada ont signalé au ministre des Finances, en décembre, ce qu'ils reprochaient au dernier budget et ils lui ont précisé ce que le prochain budget devait contenir, afin d'aider les pauvres et les Canadiens à revenu moyen. Ils ont demandé des exemptions d'impôt pour les Canadiens à faible revenu. Or, dans ce budget, on prévoit des augmentations d'impôt pour tous les Canadiens dont le revenu familial est supérieur à \$18,000 par année. Voilà comment le gouvernement tient compte des désirs des Canadiens. Ils ont dit vouloir un régime fiscal où l'impôt des particuliers jouerait un moindre rôle et où le secteur privé assumerait sa juste part du fardeau fiscal. Or, le gouvernement fait exactement le contraire. Les Canadiens à revenus faible et moyen paieront davantage d'impôt et les entreprises en verseront moins. C'est là le résultat net de la politique du gouvernement.

Les groupes concernés ont demandé au gouvernement de réexaminer sa décision au sujet de l'exemption d'impôt des gains en capital jusqu'à concurrence de \$500,000. Dans le budget, le gouvernement ne prévoit même pas d'examiner la question. C'est pourtant lui qui a déclaré ne pouvoir trouver suffisamment d'argent pour protéger les Canadiens à revenus faible et moyen contre les effets dévastateurs d'une taxe de vente fédérale que tous les députés considèrent rétrograde. Le niveau des revenus considérés comme modestes et devant être protégés a été fixé à \$15,000 par an. Le gouvernement n'a pas réussi à trouver des fonds pour venir en aide aux Canadiens gagnant ces revenus faibles, mais il a les moyens d'affranchir de l'impôt les gains en capital jusqu'à concurrence de \$500,000. Cette initiative sera la preuve que le gouvernement a négligé, comme il l'avait promis, d'être équitable envers les Canadiens, lesquels seront appelés à le juger dans trois ans.

M. Orlikow: Monsieur le Président, j'ai trouvé intéressant d'entendre le député de Sudbury (M. Frith) nous rappeler que, en 1950, l'impôt des sociétés et l'impôt des particuliers rapportaient des sommes à peu près équivalentes aux coffres de l'État. Je rappelle au député que pendant les 30 ou 36 années écoulées depuis 1950, des gouvernements libéraux se sont succédé et ont consenti d'énormes concessions fiscales aux entreprises.

Des voix: Bravo!

M. Orlikow: Monsieur le Président, le groupe qui porte le nom de Citizens for Public Justice, organisme chrétien indépendant de défense des intérêts des citoyens, qui a bénéficié de l'appui de pratiquement toutes les grandes confessions religieuses pour certaines des propositions qu'il a faites depuis quelques jours, a recommandé que le gouvernement modifie le régime fiscal de la façon suivante: